



## Fiche de synthèse de fin d'un projet financé dans le cadre d'un appel à projets de l'IReSP

<b>Appel à projets concerné</b>	Appel à recherches "Handicap et perte d'autonomie" 2011 – Session 1
<b>Titre du projet</b>	Les nouveaux dispositifs d'accompagnement des travailleurs handicapés. Intentions politiques, mises en œuvre institutionnelles et usages profanes.
<b>Coordonnateur du projet</b> (société/organisme - laboratoire ou entité de rattachement)	Vincent Caradec CeRIES, Université Lille 3

### Apport du projet en termes de connaissances

Rédigez en une dizaine de lignes une synthèse des résultats en montrant ce que le projet a apporté en termes de connaissances nouvelles

- Comment en est-on arrivé, en 2005, à réformer la loi d'orientation de 1975 ?

Trois types d'influence peuvent être discernées : associative, parlementaire et présidentielle. Certaines associations revendiquent depuis les années 1990 une redéfinition du handicap, l'accessibilité des lieux publics et la mise en place d'un lieu unique traitant de demandes de compensation. Une autre influence provient des débats parlementaires suite à la « jurisprudence Perruche ». Un « dispositif anti-Perruche » est voté en mars 2002 qui affirme que la compensation d'un handicap relève de la solidarité nationale. Les sénateurs seront ensuite en pointe sur ce sujet. Enfin le handicap est l'un des « chantiers présidentiel » du deuxième mandat de Jacques Chirac. Ces trois filières se coalisent en 2003-2004. La canicule de 2003 offre une fenêtre d'opportunité pour mettre en place une « journée de solidarité » et apporter un financement peu esquissé auparavant.

- Par quels processus le « projet de vie » s'impose-t-il ?

Les relations entre usagers et institutions évoluent avec la loi 2002-2 et la loi sur les droits des malades, mais concernent des personnes déjà en établissement. Des mouvements revendiquent alors de pouvoir faire des choix en amont d'une institutionnalisation. Les travaux préparatoires de la loi insistent sur la liberté du choix de vie. Mais le projet de loi du gouvernement n'évoque le projet de vie que dans l'exposé des motifs. Au gré de la discussion parlementaire la notion de « projet de vie » s'impose : la compensation du handicap doit partir des attentes et besoins du demandeur exprimés dans son projet de vie. Ces dispositions sont ensuite retravaillées par la jeune CNSA. Pour Denis Pivetau, son premier directeur, le projet de vie indique par rapport à quoi compenser et permet de mettre en relation les différentes institutions concourant à la compensation du handicap. Dès 2005, des groupes de travail initiés par la CNSA cherchent à mieux définir le projet de vie. Pour eux le projet de vie ne doit en aucun cas être influencé par l'institution et l'aide à l'élaboration du projet de vie ne doit pas biaiser l'expression du demandeur. Dans la forme actuelle du formulaire, le « projet de vie » est finalement atténué en « expression des attentes et besoin de la personne concernée (projet de vie) », un titre perçu comme plus pragmatique.

- Quelle est la place de l'insertion professionnelle dans les politiques du handicap actuelles ?

Dans l'élaboration de la loi de 2005, les questions d'insertion professionnelle semblaient passer au second plan. Elles reviennent sur le devant de la scène avec les réformes tendant à une activation de l'AAH à partir de juin 2008. La personnalisation et l'activation des politiques sociales avaient jusqu'ici plutôt épargné les politiques du handicap, peut-être en raison du poids du secteur médico-social et de l'importance symbolique de la loi d'orientation de 1975. L'engouement pour la nouvelle relation entre demandeur et institution qu'instituait la loi de 2005 a été très fort dans les premières années, portés par des « pionniers de la loi », souvent en révolte contre les fonctionnements antérieurs. Dans ce contexte la place de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés est ambiguë, naviguant entre libre expression du demandeur et injonction au travail, alors même que la MDPH a peu d'outils pour répondre à ces injonctions contradictoires.

## Apport du projet en termes d'action – Transférabilité (exemples en annexe)

Montrez en une dizaine de lignes ce que les résultats du projet pourront apporter en termes d'actions de Santé Publique. Quels sont les débouchés opérationnels potentiels pour des décideurs en Santé Publique ?

- Notre travail dans sa dimension socio-historique peut contribuer à éclairer les acteurs sur les alliances qui ont pu avoir lieu en 2002-2005, alors que de nouvelles générations sont arrivées depuis à la tête des institutions nationales et des associations. Les fonctionnements actuels peuvent partiellement être hérités des fonctionnements d'alors.
- Nos recherches participent d'une explicitation des attendus du projet de vie et de leurs évolutions. Ces résultats peuvent à leur échelle aider à une appropriation de ce nouvel outil des politiques publiques et peut-être à une traduction dans des domaines autres que la compensation stricto sensu. Ils peuvent nourrir les formations en direction des agents des MDPH ou des points d'accueil d'usagers de la MDPH. Enfin ils peuvent soutenir la réflexion sur la nouvelle mouture des formulaires de demande.
- Nos études peuvent contribuer à une meilleure compréhension du rôle que peuvent ou ne peuvent pas avoir les MDPH en terme d'insertion professionnelle. Elles rendent notamment explicites les paradoxes qui pèsent sur l'action des agents des MDPH et des équipes pluridisciplinaires spécialisées.

## Publications et actions de valorisation

Indiquez ici les publications issues du projet financé, ainsi que les occasions que vous avez eues de valoriser les résultats de la recherche (colloques, réunions avec des décideurs, participation à des instances d'expertises, développement d'outils, interactions avec la société civile ...)

### Publications

- Louis Bertrand, « Politiques sociales du handicap et politiques d'insertion : continuités, innovations, convergences », *Politiques sociales et familiales*, n°111, 2013, pp. 43-53.
- Hélène Béguin, Louis Bertrand, «Une approche critique de l'individualisation des politiques sociales : pistes de réflexion », in Béatrice Muller, Jean-Claude Barbier, Maryse Bresson, (dir.), *Les solidarités à l'épreuve des crises*, L'Harmattan, Paris, 2012, pp 95-111.
- Louis Bertrand, Vincent Caradec, Jean-Sébastien Eideliman, « Saisir les personnes. Le fonctionnement des commissions dans l'aide au logement et aux personnes handicapées » in Marie-Christine Bureau et Yvan Sainsaulieu (dir.), *Les reconfigurations de l'Etat social en pratique*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2012, pp 153-166.
- Article soumis dans une revue de sociologie généraliste française. Nous venons de recevoir les évaluations, positives. L'article sera vraisemblablement accepté après modifications mineures.
- Préparation d'un dossier dans une revue internationale spécialisée, notre contribution sera traduite en anglais

### Colloques et séminaires

- Louis Bertrand, Vincent Caradec, Jean-Sébastien Eideliman, « Parcours de demandeurs de la RQTH et fabrique du handicap », colloque international « Le handicap entre trajectoires individuelles et logiques institutionnelles : emploi, travail, politiques sociales », Université Lille 3, 11 avril 2013.
- Louis Bertrand, « Réformer la loi de 1975 » : retour sur l'émergence de la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », journée d'étude « Politiques publiques et Handicap » du GT Handicap(s) et Sociétés, EHESS, Paris, 1er octobre 2013
- Louis Bertrand, Vincent Caradec et Jean-Sébastien Eideliman, "Entre droit au travail et droit au non-travail. Trajectoires individuelles de demandeurs de la RQTH et frontières institutionnelles", colloque "Handicaps : enjeux économiques et sociétaux, apport de la recherche", Ministère des affaires sociales et de la santé, Paris, 9 octobre 2013

Deux interventions supplémentaires sont déjà programmées :

- Louis Bertrand présentera une communication en anglais sur les politiques françaises d'insertion des travailleurs handicapés au symposium *Withdrawing governments, self-reliant citizens and inclusive labour markets? Ideals and practices of activation in European welfare states*, université de Maastricht, 27 novembre 2013
- Louis Bertrand, Jean-Sébastien Eideliman, "La place de la RQTH dans le travail des magistratures

sociales du handicap", intervention au séminaire " Sociohistoire du handicap : catégories, traitement social et expériences", EHESS, 4 mars 2014